

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : ASA 28/8770/2018
11 juillet 2018

Malaisie. Il faut mettre fin à la discrimination et à la répression des personnes LGBTI

Amnesty International est vivement préoccupée par la récente répression à laquelle plusieurs personnalités politiques, notamment le ministre des Affaires religieuses, soumettent les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBTI) en Malaisie, ainsi que par les menaces formulées contre un militant LGBTI de premier plan. Amnesty International appelle le nouveau gouvernement à condamner les récentes agressions visant des personnes LGBTI en Malaisie, à adopter des politiques en vue de protéger ces personnes de la discrimination et à veiller à ce qu'elles puissent exercer pleinement leurs droits.

La semaine dernière, le ministre des Affaires religieuses Datuk Mujahid Yusof Rawa a déclaré que bien qu'il se soit engagé à écouter les points de vue des personnes LGBTI dans le pays, cela ne devait pas être perçu comme un soutien manifeste à ces personnes.

Un membre du parti islamique panmalaisien, un parti conservateur d'opposition, a ensuite déclaré que les personnes LGBTI « portent atteinte aux droits de la société et aux normes d'humanité », et le chef adjoint du gouvernement de l'État du Kelantan a déclaré que les « gays et les lesbiennes » représentaient un « problème plus grave » pour le pays que la récente affaire de mariage précoce qui a été largement condamnée tant en Malaisie qu'à l'étranger.

Ces derniers jours, Numan Afifi, un militant LGBTI qui était assistant du nouveau ministre de la Jeunesse et des Sports, a déclaré qu'à cause de la répression et des menaces auxquelles il était soumis par des conservateurs religieux en raison de son militantisme, il lui était devenu impossible de remplir ses fonctions. Numan Afifi est connu pour son travail en tant que président du groupe LGBT Pelangi Campaign (« Campagne arc-en-ciel »), qui a organisé un événement dans le cadre du mois de la marche des fiertés en 2017.

La Malaisie a de graves antécédents en matière de discrimination et de violations des droits des personnes LGBTI, qui, depuis des années, sont victimes des préjugés et de la répression des mouvements conservateurs, des autorités religieuses et du gouvernement. Amnesty International craint que cette nouvelle vague d'homophobie et de transphobie n'entraîne d'autres violations des droits humains des personnes LGBTI dans le pays.

Amnesty International rappelle au nouveau gouvernement qu'il s'est engagé dans son programme électoral à améliorer la diversité et l'inclusion à tous les niveaux de la société. Amnesty International demande aux autorités malaisiennes d'honorer cet engagement en prenant les mesures nécessaires pour protéger les droits et la sécurité des personnes LGBTI. Le gouvernement doit veiller à ce que les personnes LGBTI ne soient pas victimes de menaces ou

d'agressions. Si des attaques de ce type se produisent, elles doivent faire l'objet d'une enquête et les responsables présumés doivent être traduits en justice.

Avant les 14^e élections législatives, Amnesty International avait publié un programme pour les droits humains en huit points à l'attention du nouveau gouvernement. Ce programme appelait à la protection des droits des personnes LGBTI en Malaisie. Amnesty International appelle de nouveau le gouvernement à abolir les lois fédérales et étatiques utilisées pour poursuivre en justice les personnes LGBTI et à veiller à ce que les autorités ne bafouent pas les droits des personnes LGBTI par des arrestations arbitraires, des placements en détention, des violences, des mauvais traitements, des atteintes à la vie privée et des discriminations. Les autorités doivent s'engager à veiller à ce que chacun puisse exercer ses droits en Malaisie, indépendamment de son orientation sexuelle, de son identité de genre ou de ses caractéristiques sexuelles.

Complément d'information

Le gouvernement malaisien a des antécédents en matière de violences contre les personnes transgenres. En 2014, des agents du département des Affaires islamiques de l'État de Negeri Sembilan ont fait irruption lors d'une réception de mariage organisée chez des particuliers. Les personnes arrêtées ont par la suite été inculpées par un tribunal islamique pour violation des dispositions de la charia (droit musulman) relatives au travestissement. En avril 2016, le département fédéral des Affaires islamiques (JAWI) a effectué une descente lors d'un concours de beauté privé pour personnes transgenres et a inculpé l'avocate et militante des droits humains Siti Kasim, présente lors de l'événement, d'« entrave à l'action d'un fonctionnaire » lorsqu'elle a protesté.

En juin 2017, le ministère de la Santé a été critiqué à l'échelle locale et internationale à la suite de sa décision de lancer un concours de vidéos pour adolescents visant à « prévenir la confusion entre les genres », une initiative encourageant les stéréotypes néfastes liés au genre et la stigmatisation des personnes LGBTI.

Malgré ces affaires, un représentant malaisien a déclaré en février 2018 au Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes que les personnes LGBTI étaient traitées en toute égalité en Malaisie, ce qu'Amnesty International réfute fermement.